



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 30 ΙΟΥΛΙΟΥ 1975

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
139

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 88

Περί κυρώσεως της εν Αθήναις υπογραφείσης την 3ην Φεβρουαρίου 1975 Ρυθμίσεως μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Σοσιαλιστικής Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας, αφορώσης εις την διαμετακόμισιν των γιουγκοσλαβικών εμπορευμάτων μέσω της Ελευθέρας Ζώνης του Λιμένος Θεσσαλονίκης ως και των παρακολουθούντων ταύτην Παραρτημάτων Ι και ΙΙ.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ομοφώνως μετά της Βουλής, απέφασίσαμεν:

"Αρθρον Πρώτον.

Κυροῦνται καὶ ἔχουν ἰσχὺν νόμου, ἡ ἐν Αῤῥήναις ὑπογραφεῖσα τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975 Ρύθμισις μεταξύ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Οἰκοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, ἀναφερομένη εἰς τὴν μέτῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων, τὸ ἐν Αῤῥήναις ὑπογραφέν τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975 Παράρτημα 1 ἀφορῶν εἰς Συμφωνίαν μεταξύ τῶν Διοικήσεων τῶν Σιδηροδρόμων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Οἰκοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τὸ ἐν Αῤῥήναις τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975 ὑπογραφέν Παράρτημα ΙΙ ἀφορῶν εἰς Συμφωνίαν μεταξύ τοῦ Ὁργανισμοῦ Λιμένος Θεσσα-

λονίκης καὶ τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐπιμελητηρίου τῆς Γιουγκοσλαβίας, ὧν τὰ κείμενα ἔπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν.

"Αρθρον Δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νόμου ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Αῤῥήναις τῇ 22 Ἰουνίου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ	ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΑΣΤΟΓΛΟΥ
ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ	ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ	ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Αῤῥήναις τῇ 23 Ἰουνίου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ARRANGEMENT ENTRE LA REPUBLIQUE HELLENIQUE ET LA REPUBLIQUE SOCIALISTE FEDERATIVE DE YUGOSLAVIE, RELATIF AU TRANSIT DES MARCHANDISES YUGOSLAVES PAR LA ZONE FRANCHE DU PORT DE THESSALONIKI

Les Gouvernements de la République Hellénique et de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, Animés du désir de développer davantage la coopération économique entre les deux Pays voisins,

Considérant qu' à cette fin il est dans l'intérêt réciproque d'intensifier leur coopération dans le domaine des transports et de faciliter le transit des marchandises yougoslaves par la Zone franche du Port de Thessaloniki,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Sont considérées comme des marchandises yougoslaves en transit (dorénavant appelées le transit yougoslave) par la Zone franche du Port de Thessaloniki les marchandises provenant des pays tiers, qui sont destinées à la Yougoslavie, ainsi que celles originaires de Yougoslavie destinées à être exportées vers des pays tiers.

En sont exclues les marchandises dont l'importation est interdite en Grèce pour raisons de santé et de sécurité publiques, ou comme précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux.

Article 2

Le transit yougoslave par la Zone franche du Port de Thessaloniki est exempté de tout impôt, taxe, droit et autre redevance (national ou municipal), à l'exception des droits et taxes perçus en rémunération des services rendus, tels que les droits de chargement, de déchargement et d'emmagasinage.

Article 3

1. Le transport ferroviaire des marchandises yougoslaves en transit par la Zone franche du Port de Thessaloniki s'effectuera selon les dispositions des conventions ferroviaires internationales en vigueur et selon celles de l'Annexe I du présent Arrangement, convenues en date de ce jour, entre les Administrations des chemins de fer des deux Pays.

2. Le transport des marchandises yougoslaves en transit pourra également être effectué par voie routière conformément aux Accords bilatéraux et multilatéraux existant en cette matière.

Article 4

1. Les conditions techniques et économiques selon lesquelles s'effectuera le transit yougoslave par la Zone franche du Port de Thessaloniki sont fixées dans l'Annexe II du présent Arrangement, convenu en date de ce jour, entre l'Organisme du Port de Thessaloniki et la Chambre économique de Yougoslavie.

2. Un des quais du Port de Thessaloniki, déterminé par l'Organisme du Port, sera réservé en priorité à l'accostage des navires transportant le transit yougoslave.

Article 5

1. Un Bureau de représentation de la Chambre économique de Yougoslavie sera établi dans la ville de Thessaloniki. Ce Bureau, qui sera composé de 8 personnes de nationalité yougoslave au maximum, sera établi, fonctionnera et s'occupera de toutes les questions relatives à l'application du présent Arrangement et de ses

Annexes en accord avec la souveraineté et la législation helléniques. En particulier, il pourra accomplir les actes suivants:

a) Donner les avis nécessaires à l'Organisme du Port en ce qui concerne l'arrivée des navires et de leur cargaison.

b) Faire le nécessaire pour s'assurer des wagons.

c) Prendre en charge les documents de transport du transporteur, si ce dernier n'a pas nommé d'agent maritime.

d) Demander à l'Organisme du Port les manipulations nécessaires pour le chargement, le déchargement et l'emmagasinage des marchandises et suivre l'exécution de ces travaux.

e) Effectuer le paiement des services rendus.

f) Accomplir tout acte relatif à l'expédition des marchandises yougoslaves en transit.

g) Recevoir, sur sa demande, des copies des actes dressés par l'Organisme du Port conformément à ses Règlements en vigueur, soit les protocoles relatifs aux marchandises qui ne sont pas reçues en bon état et les certificats constatant s'il y a eu plus ou moins de marchandises par rapport à ce qui figure dans la déclaration de cargaison.

h) Rédiger et compléter dans un souci de rapidité et d'efficacité, —sur la base d'actes dressés par les Autorités helléniques— les actes nécessaires pour l'expédition des marchandises yougoslaves en transit. Cette compétence ne portera pas atteinte et ne limitera pas non plus l'application de la législation hellénique sur ces marchandises.

2. Le personnel du Bureau, qui aura libre accès au Port de Thessaloniki, selon les règlements helléniques, et coopérera avec l'Organisme de ce dernier et les autres Autorités helléniques qui s'y trouvent, ne portera pas de signe extérieur. Il accomplira toutes ses fonctions au nom du Bureau auquel il appartient et conformément à la législation helléniques.

3. Le Bureau précité, ne réalisant pas de bénéfices, n'est pas soumis à l'impôt sur le revenu pour les actes accomplis en vertu du présent Arrangement et de ses Annexes.

Article 6

Sur demande de la Partie hellénique, la Partie yougoslave accordera dans un des ports maritimes yougoslaves des facilités similaires à celles prévues par le présent Arrangement et ses Annexes aux marchandises helléniques en transit, si le volume de ces marchandises justifie l'octroi des facilités ci-dessus mentionnées. La désignation du port, ainsi que le volume précité, seront fixés ultérieurement par voie conventionnelle à la demande de la Partie hellénique.

Article 7

Les Annexes prévues dans les articles 3 et 4 du présent Arrangement font partie intégrante de ce dernier.

A la demande de l'une ou de l'autre des Parties contractantes l'Arrangement et ses Annexes peuvent être modifiés pour être adaptés aux techniques nouvelles quant aux opérations portuaires, de chargement, de déchargement et d'emmagasinage dans le Port de Thessaloniki.

Article 8

L'entrée en vigueur du présent Arrangement met fin au fonctionnement de la Zone libre yougoslave de Thessaloniki, établie par la Convention du 10 mai 1923, conclue entre le Royaume de Grèce et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, pour régler le transit

par voie de Salonique. Cette Convention, ainsi que les textes qui la complètent, n'auront plus force juridique à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Arrangement.

La Partie Yougoslave évacuera, dans un délai de trente jours à compter de l'entrée en vigueur du présent Arrangement, la Zone libre yougoslave de Thessaloniki, en retirera les biens meubles qui s'y trouvent et remettra, sans indemnité, à la Partie hellénique tous les biens immeubles dont elle avait l'usage jusqu'à cette date.

Article 9

La validité du présent Arrangement est de dix ans. Si celui-ci n'est pas dénoncé par l'une des Parties contractantes deux ans avant l'expiration du délai susmentionné, la validité du présent Arrangement sera prorogée automatiquement pour de nouvelles périodes de cinq ans, à moins qu'il ne soit dénoncé avec le même délai de préavis avant l'expiration de chacune de ces périodes.

Article 10

Le présent Arrangement est soumis à l'approbation des deux Parties contractantes conformément à leurs dispositions constitutionnelles et entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Béograd dans un délai de quinze jours à partir de la date de la notification de la dernière approbation.

Fait à Athènes, le 3 février 1975, en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique

IOANNIS VARVITSIOTIS
Secrétaire d'Etat aux
Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie

HENRIK TONCIC
Président - Adjoint du Comité Fédéral des Transports et Communications

ANNEXE I.

Accord entre les Administrations des Chemins de fer de la République Hellénique et de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

En application de l'article 3 de l'Arrangement entre les Gouvernements de la République Hellénique et de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, relatif au transit des marchandises yougoslaves par la Zone franche du Port de Thessaloniki, les Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Un représentant des Chemins de fer yougoslaves fera partie du Bureau prévu par l'article 5 de l'Arrangement entre la République Hellénique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, relatif au transit des marchandises yougoslaves par la Zone franche du Port de Thessaloniki.

Article 2

En cas d'insuffisance du matériel roulant appartenant aux Chemins de fer helléniques, le transport du transit yougoslave vers la Yougoslavie sera effectué par des wagons des Chemins de fer yougoslaves appropriés à la circulation internationale.

Dans des cas extraordinaires d'insuffisance de wagons de circulation internationale, des ententes ad hoc seront conclues entre les deux administrations ferroviaires dans le cadre des accords internationaux régissant cette matière.

Article 3

Le présent Accord entrera en vigueur en même temps que l'Arrangement entre la République Hellénique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie relatif au transit des marchandises yougoslaves par la Zone franche du Port de Thessaloniki et aura la même durée de validité que ce dernier.

Fait à Athènes, le 3 février 1975, en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour l'Administration des Chemins de Fer Helléniques

IAKOVOS
KAZANDJOGLOU
Directeur

Pour l'Administration des Chemins de Fer Yougoslaves

MILORAD
MATEVSKI
Directeur

ANNEXE II

ACCORD ENTRE L'ORGANISME DU PORT DE THESSALONIKI ET LA CHAMBRE ECONOMIQUE DE YUGOSLAVIE

En application de l'article 4 de l'Arrangement entre les Gouvernements de la République Hellénique et de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, relatif au transit des marchandises yougoslaves par la Zone franche du Port de Thessaloniki, les Parties contractantes sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

1. Les navires transportant le transit yougoslave auront le droit d'accoster sans délai au quai Est de la jetée No 2 d'une longueur de 200 mètres du Port de Thessaloniki (le numérotage des jetées étant fait de l'Est à l'Ouest), aux fins de chargement et de déchargement, à condition que l'Organisme du Port en soit avisé à l'avance.

2. Le délai de transmission de l'avis préalable annonçant l'arrivée des navires est de deux jours pour les bâtiments en provenance des ports de la Méditerranée ou de la Mer Noire et de trois jours pour les autres bâtiments. L'avis préalable doit contenir des renseignements aussi complets que possible sur la cargaison transportée.

3. Le Bureau, prévu à l'article 5 de l'Arrangement, détermine quels sont les navires transportant le transit yougoslave qui ont le droit d'accoster sans délai au quai précité.

4. Si ce quai n'est pas utilisé en totalité ou en partie, conformément au paragraphe 1er du présent article, il peut être utilisé pour desservir d'autres navires jusqu'à l'accostage d'un navire bénéficiant de la priorité précitée, dont l'arrivée avait été dûment annoncée.

5. Les navires transportant le transit yougoslave peuvent également accoster à d'autres quais de la Zone franche du Port en se conformant à la règle de la priorité selon l'ordre d'arrivée des navires.

6. Les navires transportant le transit yougoslave avec d'autres cargaisons qui font usage de la priorité prévue dans le paragraphe 1er du présent article, auront le droit de charger ou de décharger toute leur cargaison au quai visé dans ce paragraphe.

7. En cas de déchargement direct, et dans le cas où il n'y aurait pas de wagons disponibles, les navires pourront, exceptionnellement, décharger leur cargaison, qui sera entreposée pour une brève période dans les limites de la Zone franche du Port de Thessaloniki.

8. Afin, d'améliorer le rendement du quai visé dans le paragraphe 1er, l'Organisme du Port de Thessaloniki s'engage à exécuter, dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, les travaux suivants :

a) Installation de deux voies de roulement pour grues à motion électrique couvrant la longueur totale du quai.

b) Reconstruction de la voie ferrée existant le long du quai.

c) Installation sur le quai en question de deux grues électriques d'une capacité de 3 et de 6 tonnes respectivement, qui seront amenées d'autres quais du Port.

d) Construction d'une sous-station électrique dans la région du quai précité pour les besoins des grues électriques.

e) Mise à disposition de deux pontons d'une dimension de 6X3 m², qui, placés entre le quai et les navires, rendront possible l'accostage des navires d'un plus grand tirant d'eau.

9. Pendant la durée des travaux précités, lesquels rendront le quai inutilisable en partie ou en totalité l'Organisme du Port sera tenu d'octroyer aux navires transportant le transit yougoslave la priorité prévue dans le paragraphe 1er du présent article à d'autres quais de la Zone franche du Port.

Pendant la même durée, la Partie yougoslave ne paiera pas de droits de location pour les entrepôts, prévus à l'article 4 du présent Accord, dans la mesure où ces entrepôts ne sont pas utilisés par elle.

Article 2

Le chargement et le déchargement du transit yougoslave, son entreposage et sa manutention s'effectuent par les services de l'Organisme du Port. Ce dernier s'efforcera pour exécuter aussi rapidement que possible les travaux de chargement et de déchargement. L'Organisme du Port n'est pas tenu d'assurer les travaux précités en ce qui concerne les marchandises dangereuses ou explosives, sauf s'il en est autrement convenu.

Article 3

1. La Partie yougoslave disposera, pour l'emmagasinement du transit yougoslave dans la Zone franche du Port, des entrepôts suivants, qui lui seront loués par l'Organisme du Port :

- a) d'un entrepôt fermé d'une superficie de 2220 m²,
- b) d'un hangar d'une superficie de 2440 m² et
- c) des entrepôts en plein air d'une superficie totale de 1200 m² environ. Ces entrepôts, qui sont gérés par

l'Organisme du Port, sont désignés dans l'Addendum du présent Accord.

Les droits de location seront réduits de 30 % par rapport aux droits perçus mensuellement par mètre carré pour des entrepôts couverts ou en plein air selon les tarifs en vigueur de l'Organisme du Port.

2. S'il s'avérait nécessaire d'utiliser d'autres entrepôts pour le transit yougoslave, ce dernier serait soumis au régime général suivi dans la Zone franche du Port pour les marchandises en transit.

Toutefois, une exemption des droits d'emmagasinement de douze jours pour les entrepôts fermés et ouverts situés à proximité des quais et de trente jours pour les autres entrepôts en plein air sera octroyée, après quoi le transit yougoslave bénéficiera d'une réduction de 20 % par rapport au tarif d'emmagasinement des marchandises en transit en vigueur dans le Port.

Article 4

L'Organisme du Port s'engage à réparer l'emballage des marchandises du transit yougoslave détérioré par la faute de ses services et à restituer les choses ou à payer une compensation au cas où les marchandises précitées, reçues en bon état, auraient subi des dommages à cause d'une faute ou d'une négligence des services de ce dernier.

Article 5

Les tarifs pour les marchandises en transit, en vigueur à la date de la mise en application du présent Accord, ne pourront chaque fois être modifiés qu'après un délai de douze mois et moyennant un préavis de deux mois, à l'exception des tarifs se rapportant en tout ou en partie aux droits de la main d'œuvre, qui sont soumis au régime général appliqué dans le Port.

Article 6

Le présent Accord entrera en vigueur en même temps que l'Arrangement entre la République Hellénique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie relatif au transit des marchandises yougoslaves par la Zone franche du Port de Thessaloniki et aura la même durée de validité que ce dernier.

Fait à Athènes, le 3 février 1975, en deux exemplaires originaux en langue française. les deux textes faisant également foi.

Pour l'Organisme du Port Pour la Chambre Economique de Thessaloniki que de Yougoslavie.

Prof. DIMITRIOS VALALAS STOJAN COSEV
Président de l'Organisme du Port de Thessaloniki Membre de la Présidence de la Chambre Economique de Yougoslavie

Ρύθμισις μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, ἀναφερομένη εἰς τὴν διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἑλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης

Αἱ Κυβερνήσεις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας.

Διακατεχόμεναι ἐκ τῆς ἐπιθυμίας περαιτέρω ἀναπτύξεως τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν δύο ὁμόρων χωρῶν.

Θεωροῦσαι πρὸς τοῦτο ὅτι τὸ ἀμοιβαῖον συμφέρον ἐπιτάσσει τὴν ἔντασιν τῆς συνεργασίας των εἰς τὸν τομέα τῶν μεταφορῶν καὶ τὴν διευκόλυνσιν τῆς διαμετακομίσεως τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἑλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολουθῶν :

Ἄρθρον 1.

Θεωροῦνται ὡς γιουγκοσλαβικὰ ἐμπορεύματα ὑπὸ διαμετακόμισιν (ἐφεξῆς ἀποκαλούμενα γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον) μέσῳ τῆς Ἑλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης τὰ ἐμπορεύματα τὰ προερχόμενα ἐκ τρίτων χωρῶν τὰ προοριζόμενα διὰ τὴν Γιουγκοσλαβίαν, ὡς καὶ τὰ προερχόμενα ἐκ Γιουγκοσλαβίας, καταγωγῆς τῆς χώρας ταύτης καὶ προοριζόμενα πρὸς ἐξαγωγὴν πρὸς τρίτα κράτη.

Ἐξαιροῦνται τὰ ἐμπορεύματα τῶν ὁποίων ἀπαγορεύεται ἡ εἰσαγωγὴ εἰς Ἑλλάδα διὰ λόγους δημοσίας ὑγείας καὶ ἀσφαλείας ἢ διὰ λόγους προφυλάξεως ἐξ ἀσθενειῶν τῶν ζώων καὶ τῶν φυτῶν.

Ἄρθρον 2.

Τὸ γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον μέσῳ τῆς Ἑλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης ἀπαλλάσσεται παντὸς δασμοῦ, φόρου, τέλους, δικαιώματος ἢ ἐτέρας ἐπιβαρύνσεως (ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου ἢ τοῦ Δήμου), ἐξαιρέσει τῶν δικαιωμάτων καὶ τελῶν τῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀνταμοιβὴν διὰ προσφερομένης ὑπηρεσίας, ὡς εἶναι τὰ δικαιώματα φορτώσεως, ἐκφορτώσεως καὶ ἀποθηκεύσεως.

Ἄρθρον 3.

1. Ἡ σιδηροδρομικὴ μεταφορὰ τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τῆς Ἑλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης θὰ πραγματοποιηθῇ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἐν ἰσχύϊ διεθνῶν σιδηροδρομικῶν συμβάσεων ὡς καὶ πρὸς ἐκείνας τοῦ Παραρτήματος I τῆς παρούσης Ρυθμίσεως, τὰς συμφωνηθείσας σήμερον μεταξὺ τῶν Διοικήσεων τῶν Σιδηροδρόμων τῶν δύο χωρῶν.

2. Ἡ μεταφορὰ τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων θὰ δύναται ἐπίσης νὰ διενεργηθῇ καὶ ὁδικῶς, συμφώνως πρὸς τὰς ὑφισταμένας ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου τούτου, διμερεῖς καὶ πολυμερεῖς συμφωνίας.

Ἄρθρον 4.

1. Οἱ τεχνικοὶ καὶ οἰκονομικοὶ ὅροι, συμφώνως πρὸς τοὺς ὁποίους θὰ πραγματοποιηθῇ τὸ γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον μέσῳ τῆς Ἑλευθέρας Ζώνης, τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης καθορίζονται εἰς τὸ Παράρτημα II τῆς παρούσης Ρυθμίσεως, τὸ συμφωνηθὲν σήμερον μεταξὺ τοῦ Ὁργανισμοῦ τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης καὶ τοῦ Γιουγκοσλαβικοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐπιμελητηρίου.

2. Ἐν ἐκ τῶν κρηπιδωμάτων τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης, καθορισθὲν ὑπὸ τοῦ Ὁργανισμοῦ Λιμένος, θὰ κρατῇται κατὰ προτεραιότητα διὰ τὴν πλεύρσιν τῶν πλοίων τῶν μεταφερόντων γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον.

Ἄρθρον 5.

1. Γραφεῖον ἀντιπροσωπείας τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐπιμελητηρίου τῆς Γιουγκοσλαβίας θὰ ἐγκατασταθῇ εἰς τὴν πόλιν τῆς Θεσσαλονίκης. Τὸ γραφεῖον τοῦτο, τὸ ὁποῖον θὰ ἀπο-

τελῇται ἀπὸ 8 ἄτομα γιουγκοσλαβικῆς ὑπηκοότητος κατ' ἀνώτατον ὅριον, θὰ ἰδρυθῇ, θὰ λειτουργῇ καὶ θὰ ἐπιλαμβάνεται ὅλων τῶν σχετικῶν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Ρυθμίσεως καὶ τῶν παραρτημάτων αὐτῆς θεμάτων, συμφώνως πρὸς τὴν ἑλληνικὴν κυριαρχίαν καὶ νομοθεσίαν. Εἰδικῶς θὰ δύναται νὰ διενεργῇ τὰς κάτωθι πράξεις :

α) Νὰ δίδῃ τὰς ἀναγκαῖας προειδοποιήσεις πρὸς τὸν Ὁργανισμὸν τοῦ Λιμένος ὡς πρὸς τὴν ἀφίξιν τῶν πλοίων καὶ τοῦ φορτίου των.

β) Νὰ μεριμνᾷ διὰ τὴν ἐξασφάλισιν βαγονίων.

γ) Νὰ παραλαμβάνῃ τὰ φορτωτικά ἔγγραφα ἀπὸ τὸν μεταφορέα ἐὰν ὁ τελευταῖος οὗτος δὲν ἔχῃ διορίσει ναυτικὸν πράκτορα.

δ) Νὰ αἰτῇται παρὰ τοῦ Ὁργανισμοῦ Λιμένος τοὺς ἀναγκαίους χειρισμοὺς διὰ τὴν φόρτωσιν, ἐκφόρτωσιν καὶ ἀποθήκευσιν τῶν ἐμπορευμάτων καὶ νὰ παρακολουθῇ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν τούτων.

ε) Νὰ πραγματοποιῇ τὰς πληρωμὰς διὰ τὰς παρασχεθείσας ὑπηρεσίας.

στ) Νὰ πραγματοποιῇ πᾶσαν πρᾶξιν σχετιζομένην πρὸς τὴν ἀποστολὴν τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων.

ζ) Νὰ παραλαμβάνῃ τῇ αἰτήσῃ τοῦ ἀντίγραφα τῶν ὑπὸ τοῦ Ὁργανισμοῦ Λιμένος συντασσομένων, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ κανονισμοὺς τούτου, ἐγγράφων, ἥτοι πρωτοκόλλων διὰ τὰ ἐν οὐχὶ καλῇ καταστάσει παραλαμβανόμενα ἐμπορεύματα καὶ πιστοποιητικῶν διὰ τὰ ἐπὶ πλέον ἢ ἐπὶ ἔλαττον τῶν ἀναγραφομένων εἰς τὸ ἀντίστοιχον δηλωτικὸν ἐμπορεύματα.

η) Νὰ συντάσῃ καὶ νὰ συμπληροῖ, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ταχύτητος καὶ ἀποτελεσματικότητος, —βάσει ἐγγράφων καταρτισθέντων ὑπὸ τῶν ἑλληνικῶν Ἀρχῶν— τὰ ἀναγκαῖα ἔγγραφα διὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων. Ἡ ἀρμοδιότης αὕτη δὲν θὰ θίγῃ οὐδὲ θὰ περιορίζῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ἑλληνικῆς νομοθεσίας ἐπὶ τῶν ἐμπορευμάτων τούτων.

2. Τὸ προσωπικὸν τοῦ Γραφείου, τὸ ὁποῖον θὰ ἔχῃ ἑλευθέραν εἴσοδον εἰς τὸν Λιμένα τῆς Θεσσαλονίκης συμφώνως πρὸς τοὺς ἑλληνικοὺς κανονισμοὺς καὶ θὰ συνεργάζεται μετὰ τοῦ Ὁργανισμοῦ τούτου, ὡς καὶ τῶν ἐκεῖ εὐρισκομένων ἑλληνικῶν Ἀρχῶν, δὲν θὰ φέρῃ οἰονδήποτε ἐξωτερικὸν γνῶρισμα. Τοῦτο ἐκπληροῖ ἅπαντα τὰ καθήκοντα τούτου ἐν ὀνόματι τοῦ Γραφείου, εἰς τὸ ὁποῖον ἀνήκει καὶ συμφώνως πρὸς τὴν ἑλληνικὴν νομοθεσίαν.

3. Τὸ προμνησθὲν Γραφεῖον, μὴ πραγματοποιοῦν κέρδη, δὲν ὑπόκειται εἰς φόρον εἰσοδήματος διὰ τὰς πράξεις τὰς ἐνεργουμένας δυνάμει τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Ρυθμίσεως καὶ τῶν Παραρτημάτων τῆς.

Ἄρθρον 6.

Τῇ αἰτήσῃ τῆς ἑλληνικῆς πλευρᾶς, ἡ γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ θὰ χορηγήσῃ εἰς ἕνα τῶν γιουγκοσλαβικῶν θαλασσιῶν λιμένων διευκολύνσεις παρομοίας πρὸς τὰς προβλεπόμενας ὑπὸ τῆς παρούσης Ρυθμίσεως καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς εἰς τὰ ἑλληνικὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορεύματα, ἐφ' ὅσον ὁ ὄγκος τῶν ἐμπορευμάτων τούτων δικαιολογεῖ τὴν χορηγήσιν τῶν ἀνωτέρω διευκολύνσεων. Ὁ καθορισμὸς τοῦ λιμένος ὡς καὶ τοῦ προαναφερθέντος ὄγκου θὰ ὀρισθῇ μεταγενεστέρως διὰ τῆς συμβατικῆς ὁδοῦ, τῇ αἰτήσῃ τῆς ἑλληνικῆς πλευρᾶς.

Ἄρθρον 7.

Τὰ προβλεπόμενα Παραρτήματα εἰς τὰ ἄρθρα 3 καὶ 4 τῆς παρούσης Ρυθμίσεως ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς τελευταίας.

Τῇ αἰτήσῃ τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου ἐκ τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἡ Ρύθμις καὶ τὰ Παραρτήματα αὐτῆς δύνανται νὰ τροποποιῶνται, ἵνα προσαρμολογῶνται εἰς νέας τεχνικὰς μεθόδους, ὅσον ἀφορᾷ τὰς λιμενικὰς ἐργασίας φορτώσεως, ἐκφορτώσεως καὶ ἀποθηκεύσεως εἰς τὸν Λιμένα τῆς Θεσσαλονίκης.

*Άρθρον 8.

1. Ἡ θέσις ἐν ἰσχύ τῆς προύσης Ρυθμίσεως θέτει τέρμα εἰς τὴν λειτουργίαν τῆς Ἐλευθέρας Γιουγκοσλαβικῆς Ζώνης, ἥτις ἰδρύθη διὰ τῆς συναφθείσης τὴν 10ην Μαΐου 1923, μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Βασιλείου τῶν Σέρβων, Κροατῶν καὶ Σλοβένων, Συμβάσεως πρὸς ρύθμισιν τοῦ διαμετακομιστικοῦ ἐμπορίου μέσῳ τῆς Θεσσαλονίκης. Ἡ σύμβασις αὕτη ὥς καὶ τὰ συμπληρωματικὰ αὐτῆς κείμενα στεροῦνται πλέον πάσης νομικῆς ἰσχύος ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεως ἐν ἰσχύ τῆς παρούσης Ρυθμίσεως.

2. Ἡ γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ θὰ ἐκκενώσῃ ἐντὸς προθεσμίας τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύ τῆς παρούσης Ρυθμίσεως, τὴν Ἐλευθέραν Γιουγκοσλαβικὴν Ζώνην, θὰ ἀποσύρῃ τὰ ἐντὸς αὐτῆς εὐρισκόμενα κινητὰ πράγματα καὶ θὰ παραδώσῃ, ἄνευ ἀποζημιώσεως, εἰς τὴν ἑλληνικὴν πλευρὰν πάντα τὰ ἐπ' αὐτῆς ἀκίνητα ὧν εἶχε μέχρι τοῦδε τὴν χρῆσιν.

*Άρθρον 9.

Ἡ διάρκεια τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Ρυθμίσεως εἶναι δεκαετής.

Ἐὰν ἡ Ρύθμισις αὕτη δὲν καταγγελθῇ παρ' ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν δύο ἔτη πρὸ τῆς παρελεύσεως τῆς ἀνωτέρω περιόδου, ἡ ἰσχύς αὐτῆς θὰ παρατείνεται αὐτομάτως διὰ νέας περιόδους πέντε ἐτῶν, ἐκτὸς ἐὰν καταγγελθῇ μετὰ τὴν ἰδίαν προθεσίαν προειδοποιήσεως πρὸ τῆς λήξεως ἐκάστης τῶν περιόδων τούτων.

*Άρθρον 10.

Ἡ παροῦσα Ρύθμισις ὑπόκειται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν συμφώνως πρὸς τὰς συνταγματικὰς τῶν διατάξεις καὶ θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως, ἥτις θὰ λάβῃ χώραν ἐν Βελιγραδίῳ ἐντὸς προθεσμίας δεκαπέντε ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας γνωστοποιήσεως τῆς τελευταίας τῶν ἐγκρίσεων.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν δύο κειμένων ἔχοντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας.

ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ
Υπουργὸς Ἐξωτερικῶν

ΧΕΝΡΙΚ ΤΟΝΣΙΤΣ
Ἀναπληρωτὴς Πρόεδρος τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου
Μεταφορῶν καὶ Ἐπικοινωνιῶν

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I.

Συμφωνία μεταξὺ τῶν Διοικήσεων τῶν Σιδηροδρόμων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας.

Εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ ἀρθροῦ 3 τῆς ρυθμίσεως μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης, τὰ συμβαλλόμενα μέρη συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολουθῶν:

*Άρθρον 1.

Ἀντιπρόσωπος τῶν Γιουγκοσλαβικῶν Σιδηροδρόμων θὰ ἀποτελέσῃ μέλος τοῦ Γραφείου τοῦ προβλεπόμενου ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 5 τῆς ρυθμίσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης.

*Άρθρον 2.

Ἐν περιπτώσει ἀνεπαρκείας τοῦ τροχαίου ὕλικου τοῦ ἀνή-

κοντος εἰς τοὺς ἑλληνικοὺς σιδηροδρόμους, ἡ μεταφορὰ τοῦ γιουγκοσλαβικοῦ διαμετακομιστικοῦ ἐμπορίου πρὸς τὴν Γιουγκοσλαβίαν θὰ διενεργηθῇ διὰ βαγονίων τῶν γιουγκοσλαβικῶν σιδηροδρόμων καταλλήλων διὰ διεθνῆ κυκλοφορίαν.

Εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις ἀνεπαρκείας βαγονίων διεθνούς κυκλοφορίας, συμφωνοῦν ἐπὶ τούτου θὰ συνάπτονται μεταξὺ τῶν δύο διοικήσεων σιδηροδρόμων, εἰς τὸ πλαίσιον τῶν διεθνῶν συμφωνιῶν τῶν διεπουσῶν τὸ θέμα τοῦτο.

*Άρθρον 3.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύ ταυτοχρόνως πρὸς τὴν ρύθμισιν τὴν συναφθεῖσαν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης καὶ θὰ ἔχῃ τὴν αὐτὴν διάρκειαν ἰσχύος ὥς καὶ ἡ τελευταία αὕτη.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν τῶν δύο κειμένων ἔχοντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Διοίκησιν
τῶν Γιουγκοσλαβικῶν Σιδηρῶν
ΜΙΛΟΡΑΝΤ ΜΑΤΕΒΣΚΙ
Διευθυντῆς

Διὰ τὴν Διοίκησιν
τῶν Ἑλληνικῶν Σιδηρῶν
ΙΑΚ. ΚΑΛΑΝΤΖΟΓΛΟΥ
Διευθυντῆς

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II.

Συμφωνία μεταξὺ τοῦ Ὁργανισμοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης καὶ τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐπιμελητηρίου τῆς Γιουγκοσλαβίας.

Εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ ἀρθροῦ 4 τῆς ρυθμίσεως μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσ/νίκης, τὰ συμβαλλόμενα μέρη συνεφώνησαν τὰ κάτωθι:

*Άρθρον 1.

1. Τὰ πλοῖα τὰ μεταφέροντα τὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν γιουγκοσλαβικὰ ἐμπορεύματα, θὰ δικαιοῦνται νὰ πλευρίζουν ἄνευ καθυστέρησεως εἰς τὸ ἀνατολικὸν κρηπιδώμα, μήκους 200 μέτρων, τῆς ὑπ' ἀριθ. 2 προβλήτης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης (τῆς ἀριθμήσεως τῶν προβλητῶν γενομένης ἐξ ἀνατολῶν πρὸς δυσμὰς), πρὸς φόρτωσιν ἢ ἐκφόρτωσιν, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ὁ Ὁργανισμὸς τοῦ Λιμένος θὰ ἔχῃ εἰδοποιηθῇ ἐκ τῶν προτέρων.

2. Ἡ προθεσμία μεταδόσεως τῆς προαγγελίας ἀφίξεως τῶν πλοίων εἶναι δύο ἡμέραι διὰ τὰ πλοῖα τὰ προερχόμενα ἐκ λιμένων τῆς Μεσογείου ἢ τῆς Μαύρης Θαλάσσης καὶ τρεῖς ἡμέρας διὰ τὰ λοιπὰ πλοῖα. Ἡ προαγγελία δέον ὅπως περιλαμβάνῃ ὅσον τὸ δυνατὸν πληρεστέρας πληροφορίας ἐπὶ τοῦ μεταφερομένου φορτίου.

3. Τὸ Γραφεῖον τὸ προβλεπόμενον εἰς τὸ ἀρθρον 5 τῆς ρυθμίσεως, καθορίζει ποῖα ἐκ τῶν πλοίων τῶν μεταφερόντων γιουγκοσλαβικῶν διαμετακομιστικῶν ἐμπόριον θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ πλευρίζουν ἄνευ καθυστέρησεως εἰς τὸ ἀνωτέρω κρηπιδώμα.

4. Ἐὰν τὸ ἐν λόγῳ κρηπιδώμα δὲν χρησιμοποιηθῇ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἀρθροῦ, τοῦτο δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ πρὸς ἐξυπηρέτησιν ἑτέρων πλοίων, μέχρις ὅτου πλευρίσῃ πλοῖον τὸ ὅποιον ἀπολαύει τῆς μνημονευθείσης προτεραιότητος καὶ τοῦ ὁποίου ἡ ἀφίξις ἀνγγέλλῃ κατὰ τὰ ἀνωτέρω.

5. Τὰ πλοῖα τὰ μεταφέροντα γιουγκοσλαβικὰ διαμετακομιστικὰ ἐμπόρια δύναται ἐπίσης νὰ πλευρίζουν καὶ εἰς ἕτερα κρηπιδώματα τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ λιμένος, συμμορφού-

μενα προς τὸν κανόνα προτεραιότητας συμφώνως πρὸς τὴν σειράν ἀρίξεως τῶν πλοίων.

6. Τὰ πλοία τὰ μεταφέροντα τὸ γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον μετ' ἄλλων φορτίων, ἅτινα ποιοῦνται χρήσιν τῆς προτεραιότητας τῆς προβλεπομένης ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ φορτώσουν ἢ ἐκφορτώσουν τὸ σύνολον τοῦ φορτίου των εἰς τὸ κρηπιδώμα τὸ καθορισθὲν εἰς τὴν παράγραφον ταύτην.

7. Ἐν περιπτώσει ἀμέσου ἐκφορτώσεως καὶ εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν δὲν θὰ ὑπῆρχον διαθέσιμα βαγόνια, τὰ πλοία θὰ ἠδύναντο, κατ' ἐξαιρέσιν, νὰ ἐκφορτώσουν τὰ φορτία των τὰ ὁποῖα θὰ ἐναποθηκευθῶν διὰ βραχείαν περίοδον ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς Ἑλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης.

8. Ἐπὶ σκοπῷ βελτιώσεως τῆς ἀποδοτικότητος τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν παράγραφον 1 κρηπιδώματος, ἡ Διοίκησις τοῦ Ὄργανισμοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης ἀναλαμβάνει τὴν υποχρέωσιν νὰ ἐκτελέσῃ, ἐντὸς προθεσμίας ἐνδὸς ἔτους ἀρχομένης ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης συμφωνίας, τὰ κάτωθι ἔργα:

α) Ἐγκατάστασιν δύο σιδηροτροχιῶν δι' ἡλεκτροκινήτους γερανοὺς καλυπτουσὺν τὸ ὀλικὸν μήκος τοῦ κρηπιδώματος.

β) Ἀνακατασκευὴν τῆς ὑπαρχούσης σιδηροδρομικῆς γραμμῆς κατὰ μήκος τοῦ κρηπιδώματος.

γ) Ἐγκατάστασιν ἐπὶ τοῦ ἐν λόγῳ κρηπιδώματος δύο ἡλεκτροκινήτων γερανῶν, ἱκανότητος τριῶν καὶ ἑξ τόνων ἀντιστοίχως, οἱ ὁποῖοι θὰ μεταφερθῶν ἐξ ἐτέρων κρηπιδωμάτων τοῦ Λιμένος.

δ) Κατασκευὴν ἐνδὸς ἡλεκτρικοῦ ὑποσταθμοῦ ἐν τῇ περιοχῇ τοῦ προαναφερθέντος κρηπιδώματος διὰ τὰς ἀνάγκας τῶν ἡλεκτρικῶν γερανῶν.

ε) Διάρθεσιν δύο πλωτῆρων διαστάσεων 6X3 μ² οἵτινες παρεμβαλλόμενοι μεταξὺ κρηπιδώματος καὶ πλοίου θὰ παρέχουν τὴν δυνατότητα πλευρίσεως πλοίων μεγαλύτερου βυθίσματος.

9. Διαρκούσης τῆς ἐκτελέσεως τῶν προαναφερθέντων ἔργων, τὰ ὁποῖα θὰ καταστήσουν ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει ἀχρησιμοποίητον τὸ κρηπιδώμα, ὁ Ὄργανισμός τοῦ Λιμένος ὑποχρεοῦται νὰ παραχωρῇ εἰς τὰ πλοία τὰ μεταφέροντα γιουγκοσλαβικὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορεύματα τὴν εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένην προτεραιότητα, εἰς ἕτερα κρηπιδώματα τῆς Ἑλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος.

10. Κατὰ τὴν αὐτὴν ἐπίσης διάρκεια, ἡ γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ δὲν θὰ καταβάλλῃ δικαιώματα μισθώσεως διὰ τοὺς ἀποθηκευτικοὺς χώρους τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὸ ἄρθρον 3 τοῦ παρόντος παραρτήματος, καθ' ὃ μέτρον οὗτοι δὲν χρησιμοποιοῦνται ὑπ' αὐτῆς.

Ἄρθρον 2.

Ἡ φόρτωσις καὶ ἐκφόρτωσις τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων, ἡ ἀποθήκευσις καὶ ἡ τακτοποίησις αὐτῶν διενεργοῦνται ὑπὸ τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Ὄργανισμοῦ τοῦ Λιμένος. Ὁ τελευταῖος οὗτος θὰ προσπαθῇ νὰ ἐκτελῇ ὅσον εἶναι δυνατόν ταχέως τὰς ἐργασίας φορτώσεως καὶ ἐκφορτώσεως. Ὁ Ὄργανισμός τοῦ Λιμένος δὲν ὑποχρεοῦται νὰ ἐξασφαλίσῃ τὰς προαναφερθείσας ἐργασίας ὅσον ἀφορᾷ ἐπικίνδυνα ἢ ἐκρηκτικὰ ἐμπορεύματα ἐκτὸς ἂν ἄλλως ἤθελε συμφωνηθῇ.

Ἄρθρον 3.

1. Ἡ γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ θὰ ἔχῃ εἰς τὴν διάθεσιν της, διὰ τὴν ἐναποθήκευσιν τῶν, ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορευμάτων της εἰς τὴν Ἑλευθέραν Ζώνην τοῦ λιμένος, τὰς κάτωθι ἀποθήκας αἱ ὁποῖαι θὰ ἐκμισθωθῶν εἰς αὐτὴν ὑπὸ τοῦ Ὄργανισμοῦ τοῦ Λιμένος:

α) Μίαν κλειστὴν ἀποθήκην, ἐπιφανείας 2.220 μ²

β) Ἐν ὑπόστεγον ἐπιφανείας 2.440 μ².

γ) Ὑπαίθριους χώρους συνολικῆς ἐπιφανείας 1.200 μ² περίπου.

Οἱ ἀποθηκευτικοὶ οὗτοι χώροι οἱ ὁποῖοι τελοῦν ὑπὸ τὴν διαχείρισιν τοῦ Ὄργανισμοῦ τοῦ Λιμένος καθορίζονται ἐν τῇ προσθήκῃ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Τὰ μισθώματα τῶν ἀποθηκευτικῶν χώρων θὰ εἶναι μειωμένα κατὰ 30% ἐν σχέσει πρὸς τὰ εἰσπραττόμενα μηνιαίως κατὰ μ² δικαιώματα δι' ἐστεγασμένας καὶ ὑπαίθριους ἀποθήκας τοῦ λιμένος, συμφώνως πρὸς τὰ ἐν ἰσχύϊ τιμολόγια τοῦ Ὄργανισμοῦ τοῦ Λιμένος.

2. Ἐὰν ἤθελε παραστῇ ἀνάγκη χρησιμοποίησεως ἄλλων ἀποθηκῶν ἐν τῇ Ἑλευθέρᾳ Ζώνῃ τοῦ λιμένος διὰ τὸ γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον, οὗτο θὰ ὑποβληθῇ εἰς τὸ καθεστῶς τὸ ἰσχύον ἐν τῇ Ἑλευθέρᾳ Ζώνῃ τοῦ λιμένος διὰ τὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορεύματα.

Ἐν τούτοις θὰ χορηγηθῇ ἀπαλλαγὴ ἐκ τῶν δικαιωμάτων ἀποθηκεύσεως, δώδεκα ἡμερῶν διὰ τὰς κλειστάς καὶ τὰς ἀνοικτάς ἀποθήκας τὰς κειμένας ἐγγὺς τῶν κρηπιδωμάτων, καὶ τριάντονα ἡμερῶν διὰ τοὺς λοιποὺς ὑπαίθριους χώρους, μεθ' ὃ τὸ γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον θὰ ἀπολαύῃ ἐκπτώσεως 20% ἐν σχέσει μετὰ τὸ ἐν ἰσχύϊ τιμολόγιον ἀποθηκεύσεως τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορευμάτων ἐν τῷ λιμένι.

Ἄρθρον 4.

Ὁ Ὄργανισμός τοῦ Λιμένος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐπανορθώσῃ τὴν συσκευασίαν τῶν ἐν διαμετακόμει γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων, ἡ ὁποῖα ὑπέστη ἀλλοιώσεις τῇ ὑπαιτιότητι τῶν ὑπηρεσιῶν του, καὶ νὰ ἀποκαθιστᾷ τὰ πράγματα ἢ νὰ καταβάλλῃ ἀποζημιώσιν, ἐν ἣ περιπτώσει τὰ μνημονευθέντα ἐμπορεύματα, παραληφθέντα ἐν καλῇ καταστάσει, ἤθελον ὑποστῇ ζημίας ἐκ πταίσματος ἢ ἀμελείας τῶν ὑπηρεσιῶν αὐτοῦ.

Ἄρθρον 5.

Τὰ τιμολόγια τῶν, ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορευμάτων τὰ ἰσχύοντα κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης συμφωνίας δὲν θὰ δύνανται ἐκάστῳτε νὰ τροποποιεῖνται, εἰ μὴ μόνον μετὰ προθεσμίαν 12 μηνῶν καὶ κατόπιν διμήνου προειδοποίησεως, τῇ ἐξαιρέσει τῶν τιμολογίων τῶν ἀναφερομένων ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει εἰς τὰ ἐργατικά δικαιώματα ἅτινα ὑπόκεινται εἰς τὸ γενικὸν καθεστῶς τὸ ἐφαρμοζόμενον ἐν τῷ Λιμένι.

Ἄρθρον 6.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ταυτοχρόνως πρὸς τὴν ρύθμισιν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν διαμετακόμισιν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσω τῆς Ἑλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης καὶ θὰ ἔχῃ τὴν αὐτὴν διάρκειαν ἰσχύος ὡς καὶ ἡ τελευταία αὕτη.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρω τὰ κείμενα ἔχοντα τὸ αὐτὸ κῦρος.

ΔΙΑ ΤΟΝ

ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΝ ΛΙΜΕΝΟΣ ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗΣ

Καθ. ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΒΑΛΑΛΑΣ

Πρόεδρος Ο.Λ.Θ.

ΔΙΑ ΤΟ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟΝ ΕΠΙΜΕΛΗΤΗΡΙΟΝ

ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΑΣ

ΣΤΟΓΙΑΝ ΤΣΟΖΕΦ

Μέλος τοῦ Προεδρείου τοῦ Οἰκονομικοῦ
Επιμελητηρίου τῆς Γιουγκοσλαβίας